

Villages africains sans ailes ... ?

Menacés par le spectre de la grippe aviaire, de nombreux foyers africains paient déjà le prix du virus H5N1. L'élevage familial de volailles est une importante source de revenus et de protéines en Afrique, et la maladie pourrait avoir des conséquences catastrophiques dans ce secteur. Frontières poreuses, commerce du poulet informel florissant et services vétérinaires inadéquats contribuent à la propagation du virus. Les groupes les plus pauvres de la chaîne sont aussi les plus exposés et les moins informés sur le fléau. Il est donc crucial de les sensibiliser aux mesures de prévention.

Hansjörg Neun, Directeur
Joseph O. Mugah
Chef du service d'information
Centre technique de coopération
agricole et rurale (CTA)
Wageningen, Pays-Bas
Neun@cta.int

Imaginez la scène : un village africain typique, avec des poulets qui picorent le sol dans toutes les cours. Les poulets locaux constituent les trois quarts de la population de volailles en Afrique. Traveling avant et l'image se dissout brutalement. Tous les poulets ont disparu. Difficile à imaginer, mais ce scénario pourrait se produire. La crise de la grippe aviaire modifie déjà les paysages et les modes de subsistance de certaines parties de l'Afrique rurale, et la maladie pourrait continuer à se propager, menaçant la vie des oiseaux comme celle des hommes. On parle maintenant ouvertement de pandémie mondiale et les comparaisons fusent avec l'épidémie de grippe espagnole qui a coûté la vie d'environ 50 millions de personnes au début du XX^e siècle.

Les médias ont largement évoqué un nombre potentiel de victimes humaines, ainsi que les efforts déployés par l'industrie pharmaceutique pour mettre au point des vaccins et accélérer la production du médicament anti-viral Tamiflu censé pouvoir combattre la grippe aviaire chez les humains. Les préparatifs en vue d'une éventuelle pandémie dans les villes européennes et américaines ont aussi fait l'objet de nombreux reportages, tout comme les discussions sur la possible mutation du virus vers une transmission d'homme à homme.

Mais les médias n'ont pour ainsi dire pas parlé de l'impact du virus sur les parties du monde où la grippe aviaire a déjà fait des ravages, c'est-à-dire les pays les moins à même de contenir le virus et de traiter les conséquences de son apparition. Pour des millions de ruraux pauvres, le contact étroit avec les volailles est un mode de vie. Ce sont donc eux qui subiront les pires conséquences de la crise en termes de santé, de nutrition et de baisse des revenus provoquée par la grippe aviaire.

À première vue au moins, la communauté internationale prend la menace de la grippe aviaire très au sérieux. Les bailleurs de fonds ont promis 1,9 milliard d'USD en janvier 2006, mais les fonds ont mis quelque temps à se matérialiser. Une grande partie de cet argent ira soutenir les stratégies de réponse nationales des

pays en développement, qui manquent de personnel formé et d'équipement pour réussir à détecter rapidement les foyers de grippe aviaire.

Peu de pays africains ont les infrastructures vétérinaires ou l'argent nécessaires pour surveiller leur vaste population de volailles. Cette tâche est rendue encore plus difficile par l'éparpillement des canards, oies et poulets dans les basses-cours plutôt que d'être enfermés dans des fermes commerciales comme en Europe. À l'heure, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Niger, le Nigeria et le Soudan ont confirmé la présence de la souche mortelle H5N1 du virus de la grippe aviaire et des cas d'infection humaine ont été découverts à Djibouti et en Égypte.

C'est pourquoi, pendant que les scientifiques continuent à essayer de combattre la grippe aviaire hautement pathogène (GAHP) avec des vaccins et autres armes, il ne faudra pas oublier de se pencher sur l'étude d'autres sources d'alimentation et de revenus.

Compte d'épargne sur pattes

Dans une grande partie de l'Afrique, l'élevage familial de volailles est une source importante de revenus et de protéines. La volaille nécessite peu de capital de départ et offre généralement un retour sur investissement rapide puisqu'il suffit de 45 jours pour élever un poulet, contre un an pour un cochon et trois ans pour une vache. La plupart des foyers élèvent quelques poulets pour la viande, les œufs, l'engrais et les revenus, et il s'agit souvent des seuls animaux qu'ils peuvent s'offrir. Les poulets sont de véritables comptes d'épargne sur pattes, que les familles vendent quand elles ont besoin d'argent liquide.

Face à une menace aussi incalculable, les questions sont plus nombreuses que les réponses, et les petits producteurs africains, perplexes, bombardés de prédictions effrayantes mais ne disposant pas d'informations concrètes, ont de quoi être désorientés : comment protéger leurs animaux de la maladie et vers quelles autres

sources d'aliments se tourner pour nourrir leurs familles et gagner de l'argent?

Le grand débat de la vaccination

Une poignée de pays européens, dont la France, ont mis en place des programmes de vaccination pour protéger les volailles. Mais certaines personnes critiquent violemment la vaccination préventive, arguant qu'elle masque le virus au lieu de l'éradiquer. De toute manière, vu le prix actuel du vaccin, le choix ne se pose pas pour les pays en développement. Et, bien que les agences des Nations unies aient aidé le Nigeria à vacciner une partie de ses volailles, il faut actuellement quatre semaines pour protéger les oiseaux, un délai beaucoup trop long en cas d'urgence. De toute manière, si le virus devait se propager plus largement, les stocks mondiaux de vaccins s'avèreraient insuffisants.

La course se joue plutôt sur la mise au point du premier vaccin humain. Le niveau de la menace qui pèse sur la santé humaine est un problème largement débattu. À ce jour, plus de 170 personnes sont mortes, mais les prévisions pour l'avenir varient largement. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) propose le pire des scénarios avec 150 millions de morts, en cas de transmission d'homme à homme.

Mais si l'on se fie à l'histoire, les pays en développement seront probablement les derniers à obtenir le vaccin. La plupart des pays africains ne disposent pas des fonds nécessaires pour consolider leurs stocks de médicaments, et leurs systèmes de santé sont déjà submergés par d'autres maladies comme le paludisme, le HIV/SIDA et la tuberculose.

Coût de la grippe aviaire

Si l'on met de côté les pertes humaines, la maladie menace d'avoir des conséquences financières terribles. La Banque mondiale estime qu'une pandémie pourrait coûter 800 milliards d'USD à l'économie mondiale, et Joseph Domenech, vétérinaire en chef de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), met en garde sur le fait que la crise de la grippe aviaire n'est pas un problème de courte durée, mais qu'elle risque de se transformer en une urgence permanente qui s'étalera sur plusieurs années, provoquant des dégâts énormes sur les populations d'oiseaux, et les volailles domestiques en particulier.

Les premières conséquences économiques du virus émergent déjà avec la mort ou l'abattage de millions de poulets et la frilosité des consommateurs qui ont com-

mencé à bouder les volailles et les œufs. Au Nigeria, comme ailleurs, le prix des autres sources de protéines comme le porc, le bœuf et le poisson a grimpé de 10 à 20 pour cent depuis l'apparition du virus.

Au niveau mondial, la crise de la grippe aviaire devrait renforcer la mainmise du Brésil sur le marché de l'exportation de volailles (ce pays exporte actuellement plus de trois fois le volume total de l'UE) et accentuer l'évolution mondiale vers l'aviculture industrielle. L'inquiétude croissante qui règne au sujet de la grippe aviaire a entraîné l'effondrement de la demande des consommateurs et donc une chute des prix des volailles sur les marchés internationaux. La FAO prévoit un fléchissement du volume commercial mondial de volailles qui se traduira en 2006 par une baisse de 10 pour cent de l'accroissement enregistré en 2005 et a revu sa projection de 8,6 millions de tonnes à la baisse (500 000 tonnes). La chute se fait en grande partie au détriment des producteurs les plus pauvres. Incapables de satisfaire aux exigences sanitaires strictes qui permettraient de rassurer les consommateurs, des milliers de petits producteurs de volailles ont déjà fait faillite en Asie. Et il est à craindre qu'un schéma similaire ne se produise en Afrique.

Répercussions en chaîne

Dans de nombreux pays africains, les producteurs de volaille chancellent déjà à cause du virus car les consommateurs refusent de manger de la viande de volaille. Au Bénin, l'Association nationale des aviculteurs du Bénin (A. N. A. B.) estime que la moitié des producteurs de volailles du pays ont fait faillite alors qu'aucun cas de grippe aviaire n'y a encore été détecté. L'effondrement du marché a eu un effet dramatique sur l'ensemble du secteur, y compris sur les fournisseurs d'aliments pour volailles et sur les marchands de poulet rôti dans les villes. Au Nigeria, avec l'abattage des oiseaux et la chute des prix, les producteurs perdent leurs moyens de subsistance et les employés agricoles perdent leur travail. De nombreuses fermes avicoles de moyenne importance qui avaient emprunté de l'argent pour acheter leurs animaux se retrouvent dans l'incapacité d'honorer leurs échéances.

Les experts en santé animale expliquent qu'il est vital d'introduire de meilleurs contrôles aux frontières et dans les aéroports et de sensibiliser le public aux dangers et aux risques de la contrebande de volailles et autres produits interdits. De nouveaux éléments suggèrent que, dans le contexte africain au moins, le mouve-



Photo: GTZ

ment des volailles et des produits connexes est en grande partie responsable de la propagation du virus. Au Nigeria, des responsables sanitaires sensibilisent le public au moyen de brochures, de réunions et d'interventions dans les médias. Mais tout le monde n'est pas réceptif aux alertes. Problème majeur pour les responsables de la santé et les vétérinaires de certains pays en développement : la menace n'est pas prise au sérieux par tous. Dans plusieurs États du nord du Nigeria, les gens s'opposent à l'abattage massif, prétendant qu'il s'agit d'un complot de l'Occident.

La propagation de la grippe aviaire est-elle sur le compte de la production industrielle et de la mondialisation ?

Les programmes d'indemnisation doivent être plus efficaces si l'on veut encourager les exploitants à signaler les cas de maladie ou de mort dans leurs élevages. Djibouti a dû arrêter l'abattage le jour où les éleveurs de volailles ont refusé de coopérer s'ils ne recevaient pas d'indemnisation immédiate. Au Cameroun, où le virus a été confirmé dans le nord, il semble que les petits éleveurs cachent leurs poulets dans leurs maisons pour qu'ils ne soient pas abattus. Les associations d'éleveurs de volailles estiment qu'une indemnisation de 2 000 FCFA (4 USD) par oiseau ne représente qu'une partie de leur valeur réelle. Pour de nombreux pays africains, qui commençaient à recueillir les bénéfices d'une campagne concertée visant à encourager l'industrie avicole locale et à la soutenir contre le flux de produits surgelés importés à bas prix des usines d'élevage



Un vétérinaire privé au travail au Burkina Faso.

rurales doivent relayer des informations sur la propagation du virus de la grippe aviaire, sur l'implication des autorités vétérinaires dans la gestion des volailles et sur les bienfaits de dossiers cliniques régulièrement mis à jour. Ces campagnes doivent aussi promouvoir la délivrance de certificats aux éleveurs qui participent aux programmes sur la santé et l'élevage des volailles, afin de garantir la traçabilité des poulets qu'ils vendent pour la reproduction. Il est également important de faire des campagnes d'information sur la manipulation hygiénique des volailles, mortes ou vivantes. La FAO incite les éleveurs, les marchands et tous ceux qui sont en contact étroit avec des volailles, à utiliser des normes d'hygiène de base et à renforcer la sécurité biologique. Elle a d'ailleurs publié des directives à ce sujet.

Le CTA (www.cta.int) a un rôle à jouer pour informer les petits producteurs des pays de l'ACP des menaces qui existent et des précautions à prendre. Sa publication phare « Spore » (<http://spore.cta.int/>) a suivi de près l'évolution de la crise de la grippe aviaire et continuera dans ce sens. Le CTA s'est associé au CIRAD (www.cirad.fr) pour publier un livret intitulé « Le virus H5N1, le poulet, les autres animaux et l'homme d'ici et d'ailleurs d'Asie en Afrique ».

Le CTA est ouvert à toute requête de soutien technique et financier relative à la publication d'autres documents et fiches d'information en langue locale. Le centre organise régulièrement des séminaires sur la publication de documents techniques et sur la sensibilisation, deux thèmes particulièrement utiles pour les pays qui veulent accroître le flux d'information sur la grippe aviaire. Le service Questions-Réponses du CTA est disponible dans 37 pays pour répondre aux questions relatives à la grippe aviaire.

En résumé, le tableau est sombre, mais pas désespéré. Si des mesures sont prises suffisamment rapidement, il sera possible d'atténuer l'impact de la crise sur les communautés rurales d'Afrique et de faire en sorte qu'elles aient le maximum de chances d'y survivre.

Autres viandes possibles en Afrique

La transformation des céréales en viande est une méthode peu efficace pour obtenir des protéines, mais les poulets sont plus efficaces que la plupart des autres oiseaux et animaux. Au pro rata, il faut beaucoup

Les meilleures références sur la grippe aviaire

Voici une sélection de sites Internet sur les derniers développements de la crise.

- Département de la santé et du bien-être des animaux de la Commission européenne : http://europa.eu.int/comm/food/animal/diseases/controlmeasures/avian/index_en.htm#ai_third
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture : http://www.fao.org/ag/againfo/subjects/en/health/diseases-cards/special_avian.html
- SciDev.Net : <http://www.scidev.net/birdflu>
- Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) : <http://www.oie.int>
- Organisation mondiale de la santé : http://www.who.int/csr/disease/avian_influenza/en/index.html

d'Europe et des États-Unis, le moment n'aurait pas pu être pire. Les importations de volailles vers l'Afrique sub-saharienne ont plus que triplé entre 1995 et 2002, passant de 97 816 à 318 102 tonnes. Et les experts commerciaux pensent que la propagation de la grippe aviaire devrait accélérer cette tendance. Ils estiment aussi que l'envoi massif de volailles vers les pays africains pourrait avoir un effet désastreux sur les prix, comme cela s'est produit pour le bœuf après la crise de la vache folle.

La mondialisation a conduit à des mouvements massifs, mais souvent mal réglementés, d'œufs à couver, de poussins, de poulets et de produits avicoles, y compris les aliments pour volailles. Un rapport de l'ONG GRAIN prétend que ce sont les pratiques d'aviiculture industrielle en vigueur en Asie, en Amérique et en Europe qui risquent le plus d'alimenter la crise de la grippe aviaire, et non le système familial pratiqué dans les pays pauvres en développement. Le rapport pointe du doigt les usines de production transnationales « qui envoient les produits et les déchets de leurs fermes dans le monde entier via de multiples canaux de distribution » pendant que les petits éleveurs de volaille en subissent les répercussions et en payent le prix fort.

Mais malgré la gravité de la menace, les possibilités d'action sont nombreuses. L'information jouera un rôle crucial pour ralentir la propagation du virus en Afrique. De nombreux gouvernements ont adopté des plans d'intervention pour gérer la maladie quand elle frappe, mais ils sont moins préparés à aller dans les villages pour impliquer les petits producteurs dans les programmes de contrôle visant à promouvoir de meilleures pratiques d'aviiculture. Les programmes d'éducation des éleveurs de volailles et des communautés

plus de céréales pour obtenir un kilo de bœuf qu'un kilo de poulet. Le plus important, surtout pour la production familiale de poulets en Afrique, est ce qu'on pourrait appeler l'effet « aspirateur ». Les poulets ramassent toutes sortes de déchets biologiques (et aussi des protéines sous forme de vers de terre) et les mettent à la disposition de la chaîne alimentaire humaine.

Le poisson est le plus efficace pour convertir les aliments en protéines, ce qui fait de l'aquaculture une option intéressante. Une autre stratégie consiste à augmenter la partie végétarienne de l'alimentation, en y apportant des légumes secs et du soja riches en protéine. La production de lapins semble aussi propice aux pays en développement, à la fois comme source de viande et de revenus. Plusieurs programmes encouragent les petits élevages de lapins en Afrique. Il serait tout à fait possible de les développer davantage. Il est vrai que le virus de la grippe aviaire a été détecté chez des chats domestiques, signe possible d'un affaiblissement de la barrière entre les espèces, mais, à ce jour, les lapins n'ont pas été touchés. Autre source de protéines à explorer : l'agouti, un rongeur d'Amérique centrale, d'Amérique du sud et des Antilles, qui est maintenant élevé pour sa viande dans certains pays d'Afrique.

Pour ajouter une touche d'optimisme, notons que la grippe aviaire existe depuis de nombreuses années, puisque le premier cas remonte à 1878. Il faut savoir que de nombreux virus de la grippe, certains plus nocifs que d'autres, existent dans différents pays du monde. Il reste à espérer que les effets de la recrudescence actuelle iront en diminuant grâce à l'utilisation de vaccins ou suite à un déclin de la virulence du virus, comme c'est le cas pour de nombreux autres virus de la grippe.